

LA GRAINE

N° Spécial Élection Présidentielle

« ÉLECTION, PIÈGE À CONS »

L'ÉLECTION EST UN « CHÈQUE EN BLANC » QUE LE PEUPLE FAIT À SES ÉLUS, qui n'ont plus dès lors guère de comptes à rendre. A vrai dire, même si ces derniers ne sont pas réélus, ils trouvent toujours à se recaser et ne connaissent jamais la précarité ou le chômage.

Les politiques constituent une caste, ils sortent de l'E.N.A., sont recrutés par un parti ou un autre, qui leur propose un plan de carrière, et ils font leur choix en fonction de ce qu'ils estiment le plus compatible avec leurs ambitions. Ceux qui se prétendent anti-système ne font en vérité que réclamer leur part du gâteau, ils ne veulent pas changer le système, mais en profiter à leur tour.

DE FAIT, LES ÉLUS DÉFENDENT LEURS PROPRES INTÉRÊTS DE CASTE : les directions des partis se battent entre elles pour arriver au pouvoir, mais défendent ensemble le système pour pouvoir profiter des avantages octroyés aux vainqueurs. **UNE FOIS L'ÉLECTION PASSÉE, LE PEUPLE N'A PAS DE PRISE DIRECTE** sur la logique économique globale ni sur les décisions politiques qui l'accompagnent.

Dans ces conditions, s'il y a « retour d'ascenseur », cela ne se fait pas en faveur de ceux qui ont voté, des anonymes auxquels on considère ne rien devoir, mais bel et bien en faveur des « amis », ceux qui ont parié sur vous pour tirer quelques bénéfices de votre victoire. Mais ces « amis » doivent compter parmi les puissants, et il en découle que la caste politique a parti lié avec les puissances industrielles et financières, qu'elle est intimement liée aux intérêts capitalistes du M.E.D.E.F. et du CAC 40 (il suffit de considérer les « affaires » qui ne cessent de sortir depuis des lustres pour s'en convaincre).

La chose est plus décomplexée à droite, et suit le modèle nord-américain, là où Bush père et fils faisaient la guerre en Iraq et étaient détenteurs de

fortes parts du capital de l'industrie de l'armement (on se souvient aussi, à titre d'exemple, des amis de Sarkozy), plus feutrée à gauche (encore qu'avec Strauss-Kahn...).

Mais tout cela se traduit avant tout, bien évidemment, par des politiques globales soumises au dogme néo-libéral qui n'a d'autre but que de faire baisser le prix du travail pour augmenter le profit des patrons et investisseurs (loi Macron et loi travail dernièrement). En résumé, **L'ÉTAT, SOUS LA DIRECTION DE LA CASTE POLITIQUE, REPRÉSENTE ET PROTÈGE LES INTÉRÊTS ET LES MODES DE VIE DE LA CLASSE QUI L'A ORGANISÉE À SON PROFIT : L'ÉLITE CAPITALISTE**. Rien donc à attendre du côté de « nos » élus. L'histoire montre assez que **SE CHOISIR DES « REPRÉSENTANTS » NE SERT QU'À ENTRETENIR L'ILLUSION**

DE LA DÉMOCRATIE et de la souveraineté du peuple, souveraineté en vérité confisquée par les élites politico-économiques : l'intérêt de ces dernières prime toujours l'intérêt général.

Tout cela se passe sans que les travailleurs, et plus généralement les citoyens, aient leur mot à dire (si ce n'est lors de consultations bidons comme dans le cas de

Bure). Tout se décide dans notre dos, en nous excluant de ces choix. Tout obéit à une logique que nous ne maîtrisons pas, et qui n'est autre que celle de l'économie et du marché, qui nous traite comme des pions que l'on exploite ou que l'on pollue à loisir et sans souci. **LA LOI DU PROFIT EST LA SEULE LOI EN VIGUEUR, ET ELLE MÉPRISE LES HOMMES, LEUR TRAVAIL ET LEUR SANTÉ**. Ainsi la sécurité sociale est en danger, la retraite avec, le travail temporaire explose, les services publics périclitent, et la liste serait longue s'il fallait passer en revue toutes les régressions que nous devons subir.

PARTICIPATION
MOBILISATION
DANS LES BUREAUX DE VOTE



LES POLITIQUES, AU SERVICE DES CAPITALISTES, SONT LES MAÎTRES D'ŒUVRE DE CE GRAND CHANTIER DE DESTRUCTION. Or dans nos « démocraties », la légitimité du pouvoir est fondée sur la représentativité des pouvoirs exécutif (gouvernement) et législatif (assemblées). Mais cette représentativité dépend bien sûr du taux de participation aux élections. Il en découle à l'évidence que voter c'est donner de la légitimité au pouvoir étatique, donc aux politiques, et que cela revient à pérenniser le système qui nous écrase.

La « démocratie » représentative est pure illusion, puisqu'elle implique que le peuple subisse au lieu de décider. **VOTER, CE N'EST QUE DÉCIDER PAR QUI ON SERA SPOLIÉ,** ce qui est un bien mince avantage. Pour que cette illusion soit détruite, il faut en finir avec la soi-disant représentativité. **CESSER**

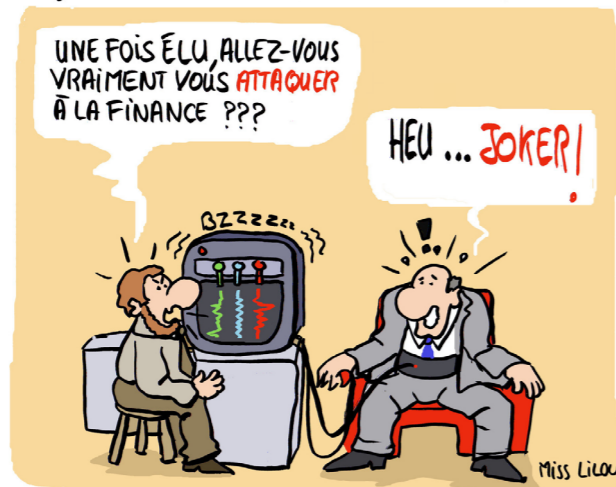
DE VOTER, C'EST DÉSAVOUER L'ENSEMBLE DE LA CASTE POLITIQUE, C'EST RETIRER LE SOL SOUS LES PIEDS DU MENSONGE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ AFIN DE DÉCOUVRIR QUE LE ROI EST NU ! Une abstention massive, au contraire, met tout l'ensemble en crise, et peut créer des opportunités pour que les choses changent en profondeur. Il n'est pas sans intérêt de souligner que, déjà, à de nombreuses reprises, l'abstention a dépassé les 50% de la population en droit de voter, et que les médias comme les politiques se sont toujours gardés de souligner ce fait pourtant décisif qui fait que, par exemple, celui qui fait 20% à une élection ne représente en fait que 10% des électeurs potentiels, c'est à dire vraiment pas grand-chose. **C'EST BIEN QU'ILS SAVENT EUX-MÊMES OÙ EST LE TALON D'ACHILLE, ET QU'ILS FONT TOUT POUR EN DÉTOURNER L'ATTENTION.**

EN CONSÉQUENCE, L'ABSTENTION EST UN ACTE PROFONDÉMENT POLITIQUE, UTILE, ET PEUT-ÊTRE UN DES LEVIERS PRINCIPAUX DONT NOUS DISPOSONS POUR FAIRE CHANGER LES CHOSSES.

Que l'on cherche à la faire passer pour une forme d'indifférence, d'irresponsabilité, de démission, et même si cela est juste en ce qui concerne un bon nombre d'abstentionnistes, cela importe peu : seule importe la destruction de l'illusion de la représentativité. En revanche, voter doit se comprendre comme une pathologie de la même famille que le « syndrome de Stockholm » !

DÉMOCRATIE SIGNIFIE « POUVOIR DU PEUPLE », MAIS UN POUVOIR QUE L'ON N'EXERCE QUE PAR PROCURATION EST PUR NÉANT. C'est pourquoi la démocratie représentative constitue une contradiction dans les termes, une chimère : il ne peut y avoir de démocratie que directe. Cela veut dire que les citoyens doivent participer eux-mêmes aux décisions et à leur mise en œuvre, et que c'est seulement par là qu'ils méritent le nom de citoyens (en non pas des sujets comme au temps de la royauté). **ILS NE PEUVENT ALORS AVOIR DE REPRÉSENTANTS, MAIS SEULEMENT DES DÉLÉGUÉS, RÉVOCABLES À TOUT INSTANT PAR L'ASSEMBLÉE DE TOUS LES CITOYENS,** et munis de mandats impératifs.

LE DÉTECTEUR DE MENSONGES POUR LES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE...



On objectera que cela est impossible quand la population dépasse une certaine taille, mais c'est que l'on ne voit pas qu'on peut substituer à l'Etat-Nation une fédération de communes démocratiques et libres. En effet, la démocratie, au vrai sens du terme, n'est possible qu'au niveau de la commune. Mais la commune actuelle, à son échelle, reproduit les vices du système représentatif exposés plus haut. De même, on assiste aujourd'hui, hélas, à la spoliation des travailleurs de la future S.C.O.P. SODETAL par quelques syndicalistes peu scrupuleux qui profitent de leur position mieux informée pour imposer une mouture sans prendre la peine de la mettre en débat devant une assemblée démocratique : le local

LE VOTE BLANC

En ce qui concerne le vote blanc, il signifie plus que l'électeur n'est pas satisfait des candidats qu'on lui présente qu'une remise en question de l'élection elle-même. Il doit donc être rejeté. A vrai dire, il vaudrait mieux ne pas être inscrit sur les listes électorales du tout, afin de ne pas laisser seulement penser qu'on pourrait voter.

LES PARTIS À VISÉE RÉVOLUTIONNAIRE

(N.P.A et L.O) auxquels on ne saurait reprocher de participer au cloaque décrit plus haut, on peut poser que, dans l'absolu, voter pour eux vaut mieux que de s'abstenir, et qu'un tel vote ne saurait être récupéré comme défense du système de la représentation. Cependant, pour des motifs qui sont leurs et qu'il n'y a pas lieu ici de discuter, ils avancent masqués, ne présentent pas de projet de société alternatif, clair et réaliste, susceptible d'éveiller le désir des masses, ni de programme de transition vers cette société, et passent donc pour d'inoffensifs et fantaisistes réformistes. C'est donc, dans les circonstances actuelles, un vote récupérable, un vote que le système peut faire valoir comme adhésion aux institutions de la démocratie représentative.

L'ABSTENTION

Mais s'abstenir, n'est-ce pas faire le jeu du F.N. ? Il est vrai que, en cas d'abstention massive, sortiront « gagnants » les partis qui peuvent mobiliser le plus grand nombre de sympathisants convaincus, et le F.N. est de ceux-là. Il faut cependant se souvenir du fait que le F.N. a été mis sur les rails par Mitterrand qui, mal assuré de sa réélection en 1988, eut le cynisme d'ordonner à la télévision d'inviter Le Pen père, alors inconnu, afin de créer de toute pièce un épouvantail contre lequel se présenter en héros (S.O.S. Racisme fut l'autre volet de cette politique machiavélique). Depuis lors, le F.N. n'a cessé de croître, ce du fait des politiques infâmes menées par la droite comme par la gauche et de la désespérance des français qui en découle. Dans ces conditions, le « vote utile », c'est-à-dire un nouveau gouvernement Fillon / Macron / Hamon ne peut que nourrir toujours plus le F.N. et constitue donc une aberration : c'est la politique menée par les partis traditionnels et le M.E.D.E.F. qui engendre et nourrit l'extrême droite, et voter pour ces partis constituerait le remède ?

IL VA DE SOI QUE LA CASTE POLITIQUE DÉFEND SES INTÉRÊTS ET CEUX DU GRAND CAPITALISME À TRAVERS LE POUVOIR D'ETAT QU'ELLE MONOPOLISE. OR LE POUVOIR D'ETAT, C'EST AUSSI LE MONOPOLE PRÉTENDU DE LA VIOLENCE LÉGITIME, C'EST À DIRE LE POUVOIR DE POLICE. COMMENT ALORS S'ÉTONNER DE LA RÉPRESSION QUE SUBISSENT LES DIFFÉRENTES MANIFESTATIONS DE RÉVOLTE, OU MÊME DE SIMPLE INSATISFACTION ?

reproduit ici la structure hiérarchique des syndicats.

Il faut donc travailler à faire naître des communes parallèles, qui entrent peu à peu en concurrence avec les mairies, ou bien s'insinuent en elles pour en changer les règles. **LES CITOYENS, S'ILS VEULENT MÉRITER CE BEAU NOM, DOIVENT S'ORGANISER EN COMITÉS** (de village, de quartier, d'usine, de coopératives...), bref en assemblées locales qui mettent tout en œuvre pour peu à peu prendre en main les prérogatives des élus locaux : là encore, **NON À L'ÉLECTION, NON À LA FAUSSE DÉMOCRATIE, NON AUX REPRÉSENTANTS.**

REPRESSION CE NE SONT PAS DES CAS ISOLÉS

Nous sommes le 15 septembre 2016, quelques minutes avant le début de la manifestation contre la loi travail, à Paris. Loïc, jeune nancéen de 21 ans et étudiant en droit, est venu rejoindre le mouvement. Arrivé place de la Bastille, il tente d'accéder à la mobilisation mais se retrouve coincé par un groupe de 40 manifestants immobilisés par une nasse policière visant à bloquer tout passage. Parmi les 40 personnes encerclées, un jeune homme se fait soudainement interpeller et menotter sans pourtant n'avoir fait signe de violence. Face à cette atteinte à la liberté de manifester, Loïc entonne le slogan « Libérez nos camarades » pour éveiller l'attention collective des personnes qui l'entourent. C'est alors que 3 gendarmes le saisissent et le plaquent violemment au sol.

« L'un d'entre eux empoigne mes cheveux avec force jusqu'à m'en arracher, un autre me frappe au visage. À terre, un gendarme se met en équilibre debout, ses 2 pieds sur mes 2 genoux. Je saigne du nez, le sang coule sur mon visage et colore le sol bétonné de Paris. (...) Finalement, je suis menotté, relevé et plaqué contre le mur dans la nasse. La personne menottée est libérée, la nasse se rétrécit, je me retrouve seul dans la nasse. Tout le monde est en liberté, sauf moi. J'essaie de questionner les gendarmes sur les motifs de mon interpellation, je n'ai pas de réponse. Je continue de m'indigner, le gendarme à lunettes qui me tient les menottes me dit «Tais toi ou je te pète les poignets (...) si t'ès contre la loi travail tu n'as qu'à changer de pays». Ce n'est qu'une fois arrivé au commissariat qu'on lui donnera le motif de son interprétation : il sera mis en garde à vue pour faits d'« outrage » et « rébellion » motivés par des insultes prononcées à l'égard des forces de l'ordre. Il rejettera les accusations en garde à vue, en disant qu'il y aura des

vidéos pour prouver qu'il n'a pas insulté personne. Au bout de 6 h de garde à vue, les policiers suppriment l'« outrage » et le motif de l'interpellation est modifié en « incitation directe à la rébellion »

« « L'incitation directe à la rébellion » serait caractérisée par cette phrase : « On est plus nombreux qu'eux, on leur rentre dedans et on libère nos camarades ». Problème, je n'ai jamais dit cette phrase (d'ailleurs il y a 4 versions différentes de cette phrase dans les PV des différents gendarmes auditionnés). J'ai les preuves vidéo et audio, prises depuis mon arrivée par un cameraman. »

Ces preuves n'ont toutefois pas suffi à convaincre le tribunal d'opter pour la relaxe, bien que le procureur ait reconnu l'inexistence des incitations violentes qui furent témoignées par les policiers (dont aucune ne s'accorde d'ailleurs avec l'autre) : il doit payer 600 euros d'amendes pour s'être rebellé et 501 euros pour « préjudice moral fait au policier » et les frais de justices. « Je me retrouve finalement jugé sans motif d'interpellation, si ce n'est la rébellion qui trouve alors toute sa légitimité face à une interpellation aux motifs inexistantes. Il n'y a plus d'outrage comme les policiers l'avaient inventé au début, ni d'incitation directe à la rébellion. »

L'une des principales tâches de la police est de « maintenir l'ordre public ».

De quel ordre s'agit-il ? Quels sont les intérêts qu'il défend ?

Ces questions sont celles dont nous devons partir si nous souhaitons comprendre la répression policière.

(Témoignage consultable en cliquant [ici](#))

REJOIGNEZ-NOUS !

Nous sommes d'abord et avant tout des habitants révoltés du Sud-Meusien. Précaires, chômeurs ou menacés de l'être, jeunes, retraités, salariés du public ou du privé, RSAistes, paysans... Nous avons en commun d'avoir pris conscience d'être victimes des injustices de la recherche du profit des puissants (grands groupes, multinationales, grosse entreprises...) et de la concurrence qu'ils se livrent entre eux sans s'occuper des conséquences sur nos vies. Et les conséquences c'est la misère pour beaucoup d'entre nous ou, pour ceux qui on la chance de travailler, des boulots de plus en plus pénibles avec de moins en moins de monde pour autant de travail. C'est aussi la mise en danger de nos vies par de possibles désastres écologistes (nucléaire, amiante, agriculture intensive, OGM, ect...). Nous n'accusons ni les fainéants, ni les cas-sociaux, ni les immigrés, ni les fonctionnaires, ni les boucs émissaires habituels. C'est trop facile et ça arrange bien ceux qui s'accaparent, sans partage, les

milliards de richesses que nous produisons. Ce sont eux les vrais responsables ! Nous ne cherchons pas une femme ou un homme providence pour nous tirer de là, ça n'existe pas !

Ni Le Pen, ni Sarkozy, ni Hollande, ni Mélenchon...

Aujourd'hui, aller voter n'a plus rien de démocratique, ça sert juste à nous choisir des maîtres qui vont décider à notre place, ça ne sert pas à grand chose, juste à répéter les mêmes erreurs et à nous désespérer d'avantage !

Prenons nos affaires en main, gouvernons-nous nous-même ! Autogestion, conseils de quartiers, d'usines, de villages, ect... A bas les dirigeants, vivent les délégués !

Battons-nous pour notre émancipation au lieu d'aller voter pour désigner de nouveaux seigneurs, eux-mêmes n'étant que des marionnettes des vrais dirigeants de ce monde : les grands groupes capitalistes !

lagraine@riseup.com ou lagraine.noblogs.org